L'EXPULSION DES ALLEMANDS DES CARPATES DE SLOVAQUIE EN 1946

Soňa Gabzdilová-Olejníková

Le 2 août 1945, le président Edvard Beneš signa un décret constitutionnel par lequel les membres de la minorité allemande perdaient leur citoyenneté tchécoslovaque en Tchécoslovaquie. D'après la législation en vigueur à l'époque, seuls les étrangers munis de l'autorisation de séjour délivrée par les services administratifs compétents avaient le droit de rester dans la République. S'ils ne l'obtenaient pas, ils étaient obligés de quitter le territoire. Même si les Allemands des Carpates avaient été citoyens de l'État slovaque pendant les années 1939-1945 et les Allemands des Sudètes citoyens de l'Empire allemand, le décret les plaçait en fin de compte au même niveau. En ce qui concerne les Allemands des Carpates expulsés, il s'agissait de personnes qui n'avaient pas été évacuées par les autorités allemandes avant l'arrivée de l'Armée Rouge, ou de personnes qui étaient rentrées de l'exil au printemps et à l'été 1945. On peut donc supposer que ces hommes ne s'étaient engagés politiquement d'aucune manière dans la politique du Parti allemand (*Deutsche Partei*), du *Heimatschutz* (protection de la patrie) et des Escadrons volontaires de Protection (*Freiwillige Schutzstaffel*), ni qu'ils occupaient de postes importants ou qu'ils avaient commis des actes punissables par la loi. Contrairement aux principes humanitaires de base, le droit à la patrie – où leurs ancêtres vivaient depuis des siècles – leur fut supprimé en raison de leur appartenance à l'ethnie allemande.